Tunisie, métropolisation, mondialisation : efficience renforcée de l'axe oriental

Jean-Marie Miossec

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/77>

DOI : 10.4000/cdlm.77

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2002

Pagination : 199-234

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean-Marie Miossec, « Tunisie, métropolisation, mondialisation : efficience renforcée de l'axe oriental », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 64 | 2002, mis en ligne le 15 juin 2004, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/77> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.77>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Tunisie, métropolisation, mondialisation : efficience renforcée de l'axe oriental

Jean-Marie Miossec

- 1 L'architecture socio-spatiale de la Tunisie privilégie depuis trois millénaires le littoral oriental. C'est sur ces rivages de la mer, interfaces féconds, que s'est progressivement constituée une bonne part de l'identité tunisienne. La vigueur de la personnalité, toute en nuances, qui s'est affirmée sur cet angle oriental du Maghreb, au contact du bassin central de la Méditerranée, a permis au peuple et au pays « Tunisie » de résister aux assauts de l'histoire.
- 2 De Carthage à Rome, de Kairouan à Mahdia et au Caire, des Arabes aux Ottomans, des corsaires aux renégats, du foyer réformiste tunisois au Mouvement National, l'histoire, dans ses lais et ses relais, a imprimé sa marque sur ces minces bourrelets qui ourlent les *sahel-s* sableux et qui accueillent de Houmt-Souk à Bizerte, les principales villes.
- 3 Foyers de culture, régions dynamiques, conglomérat de communautés soudées et actives – Jerbiens, Sfaxiens, Sahéliens, Tunisois, mais aussi « gens » du Cap Bon et du Sahel de Bizerte –, l'axe littoral oriental, le long duquel s'égrennent ces entités, offre des potentialités essentielles pour le développement de l'ensemble du pays. Le pivot principal, Tunis a vu s'implanter à partir de la dynastie husseinite les pouvoirs qui assureront rapidement l'émergence d'un Etat fortement individualisé.
- 4 Mais voici que l'histoire, l'Histoire, traverse à nouveau toutes les étendues liquides de la mer intérieure. A la première économie-monde chère à Braudel et Wallenstein, succède, après l'intermède des Etats-Nations-Territoires et des Empires une nouvelle mondialisation. Analysant, à la lumière de sa thèse magistrale, le *trend* séculaire, Braudel constate que :
« indéniablement, cette constante poussée de la montée séculaire semble avoir favorisé la mise en place des Etats territoriaux, puis des Empires. Le retournement va leur créer d'évidentes difficultés. Elle a favorisé aussi, malgré des à-coups, une société relativement ouverte. L'aristocratie se reconstitue (...) par une invasion « bourgeoise », celle-ci est poussée par une suite de bonnes affaires... Les bonnes

affaires supposent l'élan de la vie économique (...) Il y aurait ensuite, avec le retournement séculaire, blocage des sociétés (...) » (Braudel, 1966).

- 5 De la même manière qu'à l'orée de l'époque moderne, l'Etat-Cité, trop étrié, était condamné par le changement d'échelle qui allait marginaliser la Méditerranée, la nouvelle mondialisation actuelle impose, pour survivre, de s'inscrire dans une logique inédite qui privilégie certaines portions de territoires. Il ne s'agit de privilèges d'espaces en soi, favorisés par quelque situation avantageuse -à un carrefour quelconque du globe-, mais de territoires où se réalise une bonne adéquation entre différents impératifs.
 - 6 Là où une *proximité sociale* permet d'assurer les régulations nécessaires, là où aussi, la *proximité internationale* favorise les ouvertures qui s'imposent, là où enfin, la *proximité sociétale* permet, avec doigté, de conserver les solidarités et les cohérences incontournables, les avancées sont possibles. Ces nouvelles logiques remettent en cause bien des principes de gouvernement et de gouvernance, bien des préceptes d'aménagement et de gestion des territoires.
 - 7 La Tunisie, depuis longtemps ouverte au grand large, tout en gardant son authenticité, est donc confrontée à nouveau à un élargissement spatial, à une nouvelle donne institutionnelle, à de nouvelles règles du jeu, qui nécessitent de reconsidérer son action, afin de maintenir sa compétitivité, tout en maintenant sa cohésion interne.
 - 8 Plusieurs registres peuvent être abordés pour analyser les effets probables de la mondialisation et de la métropolisation.
 - 9 On s'engagera d'abord, brièvement, dans une présentation du contexte géographique. Lorsqu'on aborde l'étude de ce qui ressortit à des externalités, ne convient-il pas de s'appesantir sur l'environnement géographique et géopolitique qui peut générer des effets positifs mais aussi négatifs ?
 - 10 Ce sont par la suite les articulations fonctionnelles d'une nouvelle gouvernance qui seront présentées.
 - 11 Enfin, et enfin seulement, car elles ne peuvent être que la résultante optimisante de prises de décisions et d'ouvertures effectuées -et internalisées- en amont, seront abordées les potentialités de l'axe oriental et les actions menées sur cet espace structurant, clé de la réussite de l'inscription de la Tunisie dans le nouveau contexte mondial. Cette réponse positive du littoral oriental aux défis contemporains ne doit pas pour autant masquer la prise en compte nécessaire d'une conception de gestion de l'ensemble du territoire national.
- I – Un contexte géographique peu engageant
- 12 En Méditerranée, la perception vis-à-vis de la nouvelle donne est encore fortement imparfaite. Pour ne s'en tenir qu'aux pays des rives méridionales et orientales de la Méditerranée, du Maroc à la Turquie, l'appréciation du degré d'ouverture et de celui des pesanteurs permet de dresser un tableau qui est, aujourd'hui, heurté.
- 1 - Ouverture et pesanteurs
- 13 Comment évaluer en fonction de l'identité de chaque pays, son aptitude à se positionner face aux enjeux contemporains ? Pour apprécier la situation des 12 entités territoriales, non membres de l'Union européenne, qui se succèdent le long des rives sud et est de la Méditerranée, six paramètres semblent pertinents.
- Possibilités d'action et contexte sociétal, spatial et social
- 14 Un premier ensemble de trois critères regroupe des **possibilités d'action**.

- 15 En premier lieu, *l'aptitude à percevoir les enjeux* : la mondialisation, la notion de développement durable ainsi que le « principe » de précaution, les règles actuelles de la géopolitique dans un monde à la fois unipolaire et multipolaire, nécessitent une remise à niveau et la participation à des « agendas ». Cela impose à la fois un savoir faire et un faire savoir.
- 16 Par ailleurs, les pays sont inégalement dotés en moyens : la *dotation en ressources* est mal partagée, qu'il s'agisse de l'eau, de l'énergie ou d'autres potentialités.
- 17 Enfin, un troisième critère de ce premier groupe de paramètres, les *disponibilités financières* et la *gestion* : il est des pays riches, ayant de bonnes disponibilités financières et gérant correctement leur endettement, et des pays en situation financière médiocre, voire calamiteuse.
- 18 En parallèle à ces considérations où l'économique et le géopolitique sont importants, se situe un second ensemble de critères, qui lui aussi conditionne l'action. Il s'agit de **forces profondes où se mêlent le sociétal, le spatial et le social**. Les sociétés font de l'homogène à la fractionnée, génèrent des degrés variables de pesanteurs, avec des oppositions plus ou moins nettes entre les milieux ruraux et urbains, les catégories aisées et les déshéritées, les modernistes et les traditionalistes, etc. Rares sont dans la région les pays où la société est soudée, où elle présente un front commun, un esprit de corps, une *açabiyya* et nombreux sont, au contraire, les pays où la société est déchirée par des clivages ou des fractures (ethniques, idéologiques) qui peuvent aller jusqu'à les mettre à feu et à sang.
- 19 Sur le plan plus strictement géographique, les disparités sont souvent vives et pesantes, contrariant l'efficacité globale du pays : le *degré d'efficience des politiques d'aménagement du territoire* est extrêmement variable. Enfin, le *gradient social* est généralement un handicap. Certes, il existe dans chaque pays, peu ou prou, une frange stratégique de catégories aisées, instruites, aptes -voire avides- à saisir les opportunités d'enrichissement.
- 20 Ce groupe, plus ou moins étoffé selon l'importance des « bourgeoisies » et des classes moyennes, voit son efficacité productive contrebalancée par les pesanteurs d'une structure sociale où la part des déshérités et des marginaux peut être extrêmement importante. Il ne suffit pas de disposer d'une ou deux technopoles de niveau international pour tirer vers le haut un pays tout entier, quand, à l'intérieur de la seule communauté ethnique dominante des inégalités graves se font jour et que l'on dénie à la communauté dominée les accès aux services publics de base et à la plus élémentaire démocratie : « l'exemple » d'Israël est, à cet égard, caricatural.

Tableau I : Les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée en 2001 : ouverture et pesanteurs

	MA	DZ	TN	RAL	ET	IL	PAL	SYR	LIB	TU	M	CY
Perception des enjeux	+	--	++	-	+	++	+	--	++	++	++	++
Ressources	+	+	-	++	+	--	---	+	--	+	---	--
Disponibilités financières, endettement	-	-	-	+	-	+	---	-		-	+	+

Pesanteurs sociétales internes	--	---			--	---	--	-	---	-	+	--
Disparités régionales	--	--	-		-		--	-	--	--		
Gradient social	---	--	-	-	---	-	--	--	--	-	-	-

Légende			
Etat (situation)	Pays :	MA	Maroc
		DZ	Algérie
++	Bon	TN	Tunisie
+	Assez bon	RAL	Libye
	Moyen ou nul	ET	Egypte
	ou sans objet	IL	Israël
-	Médiocre	PAL	Palestine
--	Très médiocre	SYR	Syrie
---	Extrêmement mauvais	LIB	Liban
		TU	Turquie
		M	Malte
		CY	Chypre

* Pesanteurs sociétales internes à Israël (entité géographique) et non à la société juive (*sabbarim* (sing-*sabara/olim* (sing-*oleh*), Ashkénazes/Sépharades, Beta Israël (Falachas) juifs d'Ethiopie) israélienne.

Un positionnement globalement peu avantageux

- 21 Chaque pays, en fonction de sa géographie, de son histoire et de son savoir faire, se situe de manière variable sur cette palette de critères (tableau I). Pour certains critères, la graduation tend vers le positif, en fonction d'un degré de potentialités et d'aptitude à aborder et à gérer les problèmes, tandis que d'autres indicateurs tirent le curseur vers le bas. Globalement la situation n'est guère enviable. La rive sud, en décalage par rapport à la rive nord -ex-Yougoslavie et Albanie exceptées-, a une longue route à faire pour se mettre au diapason.
- 22 Cinq pays présentent des signes manifestes de difficultés, d'inaptitude aux mutations de notre temps. Cela ne veut pas dire qu'ils soient totalement exempts de moyens. Mais un ou plusieurs facteurs annihilent toute velléité de progrès. C'est le cas avant tout de la Palestine et d'Israël, indissociablement liés dans une situation bloquée. Algérie, Syrie,

Libye demeurent des pays plutôt isolés vis-à-vis de leurs voisins comme du reste de la Méditerranée, de l'Europe et du monde, et à l'écart des grands courants globaux contemporains.

- 23 En charnière, se situent le Maroc et l'Egypte, deux grands pays où la civilisation agraire joue encore un rôle et où s'affrontent efforts vers l'extérieur et pesanteurs internes. Le Liban, il y a quelques décennies, « *Suisse du Moyen-Orient* », les a rejoints. Sur l'autre versant, quatre pays sont résolument engagés dans la voie de la modernisation. La Tunisie témoigne d'une ouverture certaine, tandis que la Turquie, Chypre et Malte, sont proches de l'arrimage.

2 - La Tunisie isolée ?

- 24 La Tunisie paraît ainsi quelque peu isolée. A la fois en proue et en exception, elle est le seul pays de la rive méridionale, le seul pays arabe à pouvoir faire véritablement figure de partenaire crédible. En Méditerranée méridionale et orientale, bien mieux dotée que la Tunisie et autrement plus important sur le plan géopolitique et géostratégique, la Turquie, premier pays méditerranéen par sa population, a des atouts certains, mais piétine, elle aussi¹.

Un assez bon risque

- 25 Le positionnement des pays, en terme de « risques pays », d'après les principaux organismes de veille économique et d'aide à la décision, situent la périphérie méridionale et sud-orientale de l'Europe, en moyenne, en zone à risque élevé. Les notations des pays traduisent, à quelques variantes près selon les organismes qui suivent les performances financières et économiques des pays, ainsi que leur stabilité politique, la santé de chaque pays. Deux grands groupes de critères sont généralement avancés. Un premier qui permet de mesurer le degré de stabilité, de viabilité, de fiabilité d'un pays et la capacité de l'Etat de faire face à ses engagements vis-à-vis de l'étranger. L'autre série de paramètres mesure le risque de crise financière à court ou moyen terme et la solidité du secteur bancaire.
- 26 Le « bon élève » du FMI qu'est la Tunisie demeure bien placé par rapport à ses voisins et affiliés, partenaires et concurrents. Elle est, avec Israël, le seul pays de la région classé « assez bon risque ». La Tunisie est le seul pays arabe qui fasse l'objet d'une notation de la part des trois principales agences internationales, la japonaise JBRI, l'américaine MOODY'S et l'européenne IBCA, qui lui ont attribué le statut de pays émergent avec cependant des notes assez moyennes (Baaa3 selon MOODY'S, BBB selon IBCA). Quant à la Coface française, elle positionne la Tunisie en A4 à court terme (c'est-à-dire en probabilité de défaut de paiement assez modérée).²
- 27 Ce relatif bon score ne doit pas masquer pour autant un positionnement nettement moins avantageux par rapport à des concurrents certains situés en Europe centrale (fig. 1). La Tunisie est, quant à l'appréciation du risque, dans la même classe que la Slovaquie et l'Estonie, nettement surclassée par la Hongrie et la Slovaquie (bon risque » et à court terme, pour la Coface en A2), et légèrement distancée par la Pologne et la Tchéquie. Aux articulations de la Méditerranée, de l'Europe centrale et orientale, de l'Asie centrale et du Moyen-orient, la Turquie, pivot géopolitique majeur est, quant à elle, pénalisée par la mauvaise santé du secteur bancaire et l'endettement excessif.
- 28 Au total, dans le grand arc à la périphérie de l'Union européenne, cinq pays, dont un seul est méditerranéen, (Slovénie, Hongrie, Tchéquie, Pologne, Fédération des Emirats Arabes Unis) sont exposés à des risques faibles. En deuxième ligne, dix pays présentent un assez bon risque : deux sont en Europe centrale et orientale (Estonie et Slovaquie),

deux sont des micro-Etats insulaires en Méditerranée (Malte et Chypre), cinq sont arabes (Tunisie, Arabie Saoudite, Qatar, Bahrein, Koweït), - tous, à l'exception de la Tunisie étant des pétro-monarchies- ; Israël, artificiellement tirée vers le haut par le soutien politique et financier des Etats-Unis et de la diaspora, clôt la liste de cette catégorie, quoique étant plutôt inclassable³.

- 29 Le décrochage est ensuite assez fort avec huit pays qui représentent un risque assez élevé ; parmi eux, cinq sont des pays arabes (Maroc, Algérie, Egypte, Liban, Oman) et la Turquie se situe, on l'a vu, à ce niveau. Enfin pas moins de vingt-cinq pays dont le degré de risque est élevé, voire très élevé, enserrant et interpénètrent cette auréole en développement et en émergence à portée d'U.E. Le positionnement des pays émergents situés à la périphérie de l'U.E. fait donc apparaître une structure en isolats, « noyés » dans un environnement moins dynamique et présentant souvent des risques élevés (fig. 2).
- 30 C'est particulièrement vrai à la périphérie méridionale et sud-orientale de l'Europe. C'est non seulement parce que s'aggrègent progressivement, en continuité spatiale, de nouveaux marchés en Europe centrale (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Slovaquie), mais surtout parce qu'une même communauté de destins se met en place qu'une cohésion se fait jour, en particulier pour les pays de l'accord de Visegrad (Hongrie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie). Ces pays :
- « présentent une certaine homogénéité tant du point de vue de leurs histoires que de leurs perspectives d'avenir. Ils sont unis par un accord et ont su développer des échanges « intra-régionaux ». Ils ont participé ensemble à la construction d'un marché local. De plus en l'espace d'une décennie, ces pays sont les plus avancés dans leur transition économique et dans l'adaptation aux normes institutionnelles internationales » (Hattab-Christmann et Praneuf, 2001).
- 31 A l'inverse, les pays du sud et de l'est de la Méditerranée se présentent en ordre dispersé, sans aucune cohérence. Au sein de cet ensemble de pays, aucun noyau de pays transcendant leurs frontières nationales, n'autorise un changement d'échelle. Chacun est amené à faire cavalier seul.

Tableau II : Entrée d'IDE dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et les autres régions en développement de 1990 à 1998 (en millions de dollars)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Algérie		12	10	- 59	22	- 24	447	630	500
Chypre	130	82	107	83	75	119	259	175	200
Egypte	734	253	459	493	1 256	598	636	891	1 076
Israël	101	350	539	429	355	1 306	1 389	1 455	1 839
Liban	6	2	4	7	23	22	64	150	230
Malte	46	77	40	56	152	183	325	128	130
Maroc	165	317	423	491	551	332	154	1 079	258

Syrie	71	62	67	176	251	100	89	80	100
Tunisie	76	125	526	562	432	264	238	339	650
Turquie	684	810	844	636	608	885	722	805	807
Total rives sud et est	2013	2092	3019	2874	3725	3785	4523	5732	5790
Total monde	211425	158936	175841	219421	253506	328862	358869	464341	643879
Pays en développement	34689	41696	51108	78813	101196	106224	135343	172733	165936
Amérique latine et caraïbe	8989	15356	17611	20009	31451	32921	46162	68255	71652
Europe centrale et de l'est	300	2448	4439	6757	5932	14266	12406	18532	17513
Asie du sud et de l'est	10670	16862	16527	22283	27599	31216	39217	43599	31817

Source : ONU, World Investment Reports

En l'attente d'IDE massifs

- 32 C'est dire que le positionnement dans une zone « périphérique » mal perçue n'engage guère les investissements : alors qu'en 1990 les pays des rives sud et est de la Méditerranée recevaient 2,013 milliards de dollars d'investissement directs étrangers (I.D.E.), contre 300 pour les PECO (pays d'Europe centrale et orientale), dix années plus tard, les premiers drainent moins de 6 milliards alors que les PECO en accaparent 17,5, l'essentiel allant au groupe de pays signataires de l'accord de Visegrad. Et encore, si l'on soustrait les apports reçus par Israël, ce sont moins de 4 milliards dont ont bénéficié les pays arabo-islamiques de la Méditerranée...
- 33 Certes, la Tunisie, troisième position après l'Égypte et la Turquie (tableau II), recueille quelque 650 millions de dollars d'I.D.F., soit, à elle seule, 16,45 % du total, alors que son PIB ne se situe qu'à hauteur de 4,48 % du PIB des 11 pays du sud et de l'est de la Méditerranée (Israël exclu). Certes les flux d'I.D.E. sont, actuellement, étroitement corrélés aux processus de privatisations et de mise à niveau en cours, tant dans le PECO que dans les PSEM : ceci brouille l'analyse, puisqu'il suffit de quelques privatisations ou cessions d'envergure, acquises par un groupe étranger, pour « gonfler » artificiellement la statistique. Dans les dernières années, les investissements étrangers ont contribué de façon accrue à la FBCF⁴. En 1991, les IDE concourraient avec 145 milliards de DT, à 5% des investissements totaux. En 2000, ils ont atteint 1,068 milliards de DT, soit 15% de la FBCF (tableau III)⁵.

Tab. III : Investissements directs étrangers et investissements totaux en Tunisie de 1991 à 2000

Années	I.D.E.	F.B.C.F.	% IDE/FBCF
1991	145	2892,3	5,07
1992	502	3728,6	13,46
1993	648	4122,3	15,72
1994	531	4278,7	12,41
1995	313	4120,7	7,60
1996	274	4422,3	6,19
1997	406	5152,9	7,88
1998	763	5613,5	13,59
1999	437	6314,0	6,92
2000	1068	7010,0	15,24

Source : BCT

TGM, tourisme, gaz, manufactures

- 34 Depuis longtemps, les investissements étrangers concernent trois secteurs bénéficiaires principaux, le tourisme, l'énergie, l'industrie.
- 35 De l'ordre de 18% des *investissements touristiques* totaux, sur la longue durée (Miossec, 1996) les investissements étrangers se sont réduits récemment dans le tourisme, depuis l'achèvement du programme du CTKD (consortium Tuniso-Koweitien de Développement). Ils se sont situés à hauteur de 13% en l'an 2000. D'une année à l'autre (tableau IV), on enregistre quelques poussées significatives, comme par exemple en 1996, année lors de laquelle près de 80% des 48 millions de DT investis par des étrangers dans le tourisme provenaient du seul projet « Montazah les côtes de Carthage », où opère, à hauteur de 60%, une société saoudienne.

Tableau IV : Investissements directs par secteur bénéficiaire

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Energie	495	245	167	271	202	195	323
Tourisme	17	28	48	23	25	37	42
Industries manufacturières	14	24	50	86	523	198	688

Autres	17	8	8	23	10	7	15
Total	543	305	273	403	760	437	1 068

Source B.C.T

- 36 Le déroulement des gros *contrats énergétiques* explique l'évolution sinusoïdale des investissements étrangers dans ce secteur. L'achèvement du programme gazier Miskar et du doublement du gazoduc trans-méditerranée (Algérie-Tunisie-Italie-Slovénie) explique la diminution progressive, en valeur absolue des IDE dans le secteur de l'énergie. Seuls les contrats de prospection pétrolière et gazière ont bénéficié d'une enveloppe accrue, qui a atténué le fléchissement des IDE du secteur. La reprise enregistrée en 2000 (323 MDT contre 195 l'année précédente) est due aux engagements du consortium américano-japonais qui intervient dans la construction de la centrale électrique de Rades II (139,2MDT). Cependant l'engagement, à partir de 2000, du projet British Gaz, qui devrait s'élever à hauteur de 240 MDT dans les trois années à venir, permet d'augurer un redressement des IDE du secteur énergétique.
- 37 La grande affaire de la fin de la décennie écoulée et de celle engagée est, bien sûr, la relance des investissements étrangers dans les *industries manufacturières* en Tunisie. Après l'engouement consécutif à l'adoption de la loi 74/74 sur les industries exportatrices, en 1974 (Signoles, 1985, Bouthier, Miossec, Signoles), la relance dans un contexte d'ouverture (*infitah*) accentuée est liée à la signature, en juillet 1995, de l'accord de l'association entre la Tunisie et l'Union Européenne et de l'entrée en vigueur des plans d'ajustement structurels et du programme de mise à niveau de l'appareil productif.
- 38 En 1998, les IDE dans l'industrie sont majoritaires et représentent plus du double des investissements étrangers dans le secteur des hydrocarbures. Le gonflement ne doit pas cependant faire illusion, puisque sur 523 millions d'investissements étrangers dans l'industrie, deux opérations sont, à elles seules, atteint 409 millions ; il s'agit de la cession des cimenteries Jbel el-Oust et Enfidha à des entreprises européennes, pour respectivement 241 et 168 MDT. Le même type d'opération a été réitéré en 2000 avec la vente de la cimenterie de Gabes pour 311 MDT à une firme portugaise et des ciments artificiels tunisiens de Jbel Jeloud à un cimentier italien (51MDT). Par ailleurs, dans le domaine de la chimie, des détergents et des cosmétiques, un groupe néerlandais a acquis pour 103 MDT la CODEPAR et la SPCD.
- 39 Avec près d'un demi-milliard de Dinars, ces trois investissements représentent les deux tiers des IDE dans les industries manufacturières pour l'année 2000.
- 40 Le reliquat, une fois soustraites les grosses opérations dont certaines ont été précédemment évoquées, libère, bon an mal an, une à deux centaines de millions de Dinars -soit très légèrement moins en Euro ou en Dollars-, somme qui se porte sur des réalisations unitaires d'une valeur moyenne de 4 millions : en moyenne, annuellement, 25 à 30 projets voient ainsi le jour, qu'il s'agisse de créations ou de reprises d'unités déjà existantes. C'est loin d'être négligeable. C'est à mettre en parallèle avec le programme de mise à niveau des industries manufacturières, qui vise à consolider les entreprises privées « viables » et compétitives. En 1999, 597 unités ont obtenu approbation pour un total de 1,156 milliards de Dinars d'investissements dans le cadre

du programme de mise à niveau industriel ; en 2000, 863 unités ont obtenu 1,609 milliards. Par contre la mise à niveau des entreprises de services débute à peine : commencé en février 2000, le programme de mise à niveau des entreprises tertiaires n'intéresse à ce jour que 20 établissements pour un montant d'investissement de 6 millions de dinars, soit quelque 300 000 équivalents euros par entreprise....

41 La Tunisie occupe donc une position originale parmi les pays de son environnement immédiat. Elle s'en démarque quelque peu. A l'inverse, son « profil » est assez banal aux yeux des territoires déjà largement engagés dans le processus de mondialisation ou le commandant.

42 Cette situation est héritée d'une conduite pluriséculaire qui a permis, par petites poussées acceptées, de propulser le pays à un certain degré de développement sans que ses architectures sociétales et sociales ne craquent face à ces sollicitations.

II - Les articulations fonctionnelles

43 Sans entrer dans le détail d'une réflexion engagée ailleurs, on peut envisager les évolutions en cours en prenant compte de plusieurs logiques et impératifs.

1 - Juste à temps.

44 Le credo est actuellement au libéralisme, au désengagement de l'Etat, à l'ouverture économique. Ceci implique une mise en compétition des entreprises ainsi que des pays. C'est donc en terme d'efficacité que peuvent se mesurer les performances de chaque entité territoriale. Cette confrontation internationale, parfois brutale pour des économies jusque là protégées par des barrières douanières et un secteur étatique puissant mais pas obsolète, n'est pas sans menaces pour nombre d'entreprises que la « mise à niveau » n'épargnera pas. Mais le positionnement dans un espace supranational est à ce prix. Peu d'entreprises font encore l'effort de s'adapter à un contexte financier, économique et social qui a changé.

45 Dans le domaine de la logistique, les techniques de « juste à temps » et « flux tendus » ont pour ambition la réduction des stocks par l'étalement des achats dans le temps. La réduction du « délai de production et de livraison » permet d'accroître les cadences et de répondre aux sollicitations de la demande. En Tunisie, dans le domaine du textile et de la confection, d'après Fermante et Ben Hamida (1998), le temps écoulé entre la passation de la commande et la réception du produit par le client se décompose ainsi : moins d'une semaine pour réceptionner la matière première, trois semaines pour la production au sens strict, quelques jours pour acheminer le produit fini à destination.

46 Dans le domaine des équipementiers automobiles, les délais sont plus courts, de l'ordre d'un couple de semaines. Les performances tunisiennes, pour les entreprises les mieux branchées aux réseaux mondiaux, placent là encore le pays en pointe par rapport aux autres pays de l'Afrique septentrionale. A un moment où les avantages comparatifs en termes de coûts de travail s'amenuisent entre les pays et où les coûts dus au transport maritime sont de plus en plus lissés⁶, ce sont la réduction des délais, leurs respects et, par ailleurs, la qualité de la main-d'œuvre qui peuvent faire la décision. Le choix de General Motors Opel est significatif de cette évolution de la tendance : lors de son implantation en Tunisie, dans sa recherche de partenaire, la multinationale a porté son choix sur une entreprise tunisienne qui satisfaisait à quatre critères :

« un niveau convenable de maîtrise de la technologie du câble, du sérieux de la société, capable de respecter la qualité, de maîtriser les coûts et de livrer dans les délais, la maîtrise des techniques modernes de gestion, l'image de marque et la réputation du groupe en Tunisie » (Tizaoui, 2001).

- 47 Le bon fonctionnement d'entreprises « branchées » au système-monde dépend de la qualité de la mise en réseau : l'ensemble des enchaînements tout au long des cheminements logistiques et de gestion -transport, communications, télécommunications, financement, programmation, marketing, commercialisation, gestion-, doit être sans faille.
- 48 Dans un domaine la Tunisie expérimente depuis quatre décennies une expérience qui traduit la bonne compétence de ses opérateurs : il s'agit du tourisme international, secteur d'économie ouverte s'il en est, où le savoir faire tunisien de bout en bout, n'est plus à démontrer (Miossec 1996). Par contre la surqualification et la diversification du produit touristique tunisien tardent à s'amorcer alors que la concurrence euro-méditerranéenne est vive (Miossec, 2001). Il n'en reste pas moins que, par le biais de cette activité amorcée il y a désormais plus de quarante ans, donc bien avant que la mondialisation ne devienne à la mode, la Tunisie s'est inscrite dans l'espace international et y a gagné en crédibilité.

2 - Le compte à rebours

- 49 C'est pour 1991 que la Tunisie prévoyait la suppression de toutes les restrictions quantitatives à l'importation. Celles-ci n'ont été effectives que cinq années plus tard. En 1995, l'accord bilatéral avec l'Union Européenne a engagé, à l'horizon 2007, l'instauration d'une ZLE (zone de libre-échange). Premier pays tiers à emprunter cette voie, la Tunisie⁷ se positionne donc clairement dans la perspective de l'élargissement de l'UE :

« Pour l'UE (...) et peut être encore davantage pour la Tunisie, l'accord de la ZLE se présente comme un impératif. Les sociétés arabes n'ont pas été consultées, mais à ce stade, on peut dire qu'elles ne voient pas les choses d'un mauvais œil. Ce que confusément elles espèrent, c'est un arrimage à un pôle développé et démocratique et, à travers lui, un accès irréversible au développement et à la démocratie politique. Ce qu'elles espèrent peut-être plus profondément, ce dont elles rêvent, mais qu'elles n'osent pas avouer ni même s'avouer à elles-mêmes, c'est de partager avec l'Europe un avenir commun de fonder avec ses peuples une ère de fraternité dans la dignité » (Ben Romdhane, 1997).

- 50 En étant « davantage collée à l'Europe », la Tunisie sait qu'elle s'expose à la fois à une mise en compétition très vive qui risque de pénaliser une partie de ses entreprises, mais, en même temps, à moyen et long terme, l'élargissement du marché auquel elle accèdera, ouvre des perspectives démesurées : petit pays de quelque 10 millions de consommateurs, l'inscription dans la ZLEEM (zone de libre-échange euro-méditerranéen) lui ouvre un marché de plus de 700 millions de consommateurs⁸. Certes :

« quand l'adhésion sera réalisée, les produits des PECO vont concurrencer les produits sud-méditerranéens sur le marché de l'UE et aussi sur le marché des PSM (pays de la rive sud de la Méditerranée). Cependant cette concurrence, qui est déjà entamée depuis 1992, n'a pas que des inconvénients, elle a aussi des avantages. Les PSM (dont) le revenu est appelé à augmenter rapidement lorsque ces pays adhéreront à l'UE » (Boudhiaf, 2000).

- 51 Par ailleurs, la Tunisie ne mise pas uniquement sur l'Europe. Les aléas des demandes turques à l'adhésion, l'ont amenée à être prudente et à ne pas s'engager dans la voie de la demande d'adhésion, à la différence du Maroc⁹. Outre l'ouverture sur l'UE dans le cadre de la ZLE, la Tunisie s'est attelée à afficher, pour les Américains et les Japonais, un rôle de marché-relais à destination de l'UE. Le but explicite de l'opération est de positionner la Tunisie en sas de l'Europe pour les produits américains et japonais et en

des USA et du Japon pour les produits européens. L'implantation de joint-ventures en Tunisie devrait permettre à des firmes US d'accéder au marché européen lors de l'entrée en vigueur de la ZLE. De la même manière, la liste des produits tunisiens entrant sur le marché des USA s'est étoffée, et devrait permettre à des partenaires euro-tunisiens dont les entreprises seraient implantées en Tunisie, de contourner les barrières douanières érigées par les USA face aux produits européens. Bien évidemment la Tunisie n'est pas seule à se lancer dans ce grand Jeu : le Maroc et Israël, sont, dans la région, eux aussi en lice...

- 52 Pour en arriver à cette mise en compétition à armes égales, la Tunisie a un long chemin à suivre. Elle s'y emploie en essayant de brûler les étapes. Quelques aspects de cette marche à pas forcés seront brièvement rappelés.

3 - Le temps c'est de l'argent

- 53 La mise en compétitivité de l'économie exige une amélioration de la productivité. C'est donc le système productif dans son ensemble qui est en cours de modification, afin de mettre au niveau des marchés les biens, les services, et les facteurs de production (capital et travail).
- 54 Seule l'identification de quelques secteurs porteurs peut autoriser avec profit cette mise en concurrence internationale. L'économie tunisienne est fragile, la balance commerciale déséquilibrée, le tourisme compense, bon an, mal an, au niveau de la balance des paiements, ce déséquilibre structurel. Le surcroît d'ouverture sur l'extérieur n'est profitable que si les entrées de devises sont en excédent par rapport aux sorties. Seule une « *spécialisation de l'économie dans l'exportation des produits à élasticité-revenu forte et à élasticité-prix faible et dans l'importation des produits à élasticité-revenu faible et élasticité-prix forte* » (Ben Marzouka et Mouley, 2000), peut permettre d'envisager avec bonheur cet arrimage accru à l'international.
- 55 Force est de constater qu'actuellement les firmes mondialisées sont peu nombreuses en Tunisie. Aux entreprises implantées et développées dans le cadre de la division internationale du travail, en particulier dans la sous-traitance internationale, se sont ajoutées quelques établissements particulièrement bien positionnés dans le marché international ; mais ces derniers sont l'exception.
- 56 Parmi eux on peut mettre en exergue la réussite des entreprises créées par Taoufik Elloumi. Ce sfaxien entreprenant est aujourd'hui à la tête d'un ensemble d'entreprises principalement orientées dans l'industrie automobile. Premier groupe privé tunisien, il se positionne au cinquième rang mondial pour la fabrication de câbles et faisceaux électriques pour automobiles, en partenariat avec Opel-General Motors et Toyota. La saga de Chakira -du nom de l'entreprise-mère du groupe Elloumi-, commencée en 1946 s'est poursuivie par la mise en place d'un tissu industriel notable en Tunisie même, avec 7 entreprises, et par l'ouverture, en 1992 d'une autre entreprise à Guardia au Portugal, en tête de pont vers l'Union européenne et vers le Brésil, puis, en 1993, d'une usine en Egypte. Il s'agit donc, pour le groupe Chakira, d'une firme totalement intégrée dans le réseau mondial et fonctionnant selon ses préceptes. Tous ses produits sont certifiés ISO 9000 et dans les usines du groupe la garantie des délais de fabrication et de livraison sont assurés.
- 57 Mais, si quelques autres entreprises lui emboîtent le pas, dans l'industrie et dans le tourisme¹⁰, cette tendance est encore exceptionnelle et se situe à hauteur de quelques centaines de millions de Dinars de chiffre d'affaires, pour le total des entreprises

réellement insérées dans le système de l'économie-monde¹¹, compte non tenu des multiples entreprises de la sous-traitance mondiale. L'intégration n'en est donc encore qu'à ses prémises. C'est pourtant par une amélioration sensible de la qualité des produits de son industrie que la Tunisie pourra substituer à une politique d'intégration mondiale qui reposait jusque là surtout sur une main d'œuvre bon marché et assez peu qualifiée, une réelle politique de compétitivité durable à l'international en adoptant « une stratégie pertinente de remontée des filières, seule voie pour construire un appareil national de production intégré et cohérent et, simultanément, pour assurer à la Tunisie un avantage comparatif dynamique (fondé non sur des salaires bas mais sur une productivité élevée du travail) » (Frerguene et Ben Hamida, 1998).

- 58 La plupart des analyses (Comete Engineering, 1994, Brown, Deardoff et Stern, 1995, IEQ, 1996, Rutherford, Ruström et Tar, 1995, Ben Romdhane, 1997, Boudhief et Rajhi, 2000), suggèrent que dans un premier temps de l'intégration de la Tunisie au marché mondial, les gains sont nuls, voire que les déficits s'accroissent, et que ce n'est qu'à long terme que les bénéfices s'amorcent. La vitesse dans la mise en place des mesures de facilitations à l'ouverture réduit la période et les coûts de l'ajustement. Plus le pays prendra du retard à se mettre à niveau, plus les coûts de l'ajustement seront élevés.
- 59 En matière de manque à gagner, la diminution des ressources de l'Etat, avec l'effacement progressif des recettes douanières, va de pair avec la dépréciation de la monnaie nationale. Le Dinar tunisien, non convertible, confronté à une libéralisation du taux de change, ne peut que se déprécier tant qu'un nouveau taux d'équilibre ne sera pas atteint, taux qui satisferait la parité du pouvoir d'achat, celle du taux d'intérêt et à l'équilibre de la balance des paiements. Le change a été libéralisé le 6 janvier 1993, et un assouplissement significatif est survenu à partir de 1994, (loi n°94-41 du 8 mars 1994) avec la décision de convertibilité courant du dinar, permettant désormais tout transfert au titre d'opérations courantes pour les non-résidents et un transfert limité (mais bien élargi par rapport aux périodes antérieures) pour les résidents : les transferts du secteur privé tunisien qui n'atteignaient pas 5 millions de DT en 1995 ont dépassé les 10 millions en 2000.
- 60 Par contre le Dinar se déprécie régulièrement vis-à-vis du \$ US et, plus récemment, vis-à-vis de l'Euro. La Tunisie poursuit une politique de taux de change flexible, en fonction des cours sur le marché international, du taux d'inflation national (2,9 % en 2000) et de l'indigence des prix. Quoiqu'il ne s'agisse pas encore d'un véritable marché financier émergent, la transition est en cours avec le passage d'un régime de change administré par rapport à un panier limité à quelques devises, avec un contrôle strict à un régime davantage flexible (crawling peg) par le choix d'un panier élargi à plusieurs devises sans intervention de la Banque Centrale et avec une absence totale de contrôle pour les non-résidents et un contrôle très limité pour les résidents.
- 61 La restructuration du système financier et bancaire tunisien est une condition *sine qua non* de la poursuite de l'engagement du processus d'ouverture. La déréglementation doit cependant s'effectuer progressivement, compte tenu de la fragilité des banques tunisiennes et de l'inefficacité du marché financier tunisien. Le manque de liquidités et la rareté de titres attractifs, fond de la bourse de Tunis une bourse marginale, dont le volume des transactions quotidiennes est de l'ordre de 1,7 millions de DT (moyenne des 6 premiers mois de 2001)¹² Ce n'est qu'à partir de 1998 que les investissements étrangers de portefeuille ont commencé à être effectué sur le marché financier en Tunisie.

62 L'évolution est encore trop courte, en ce domaine, pour que l'on puisse en tirer des conclusions, et le MFE (marché financier émergent) tunisien est encore balbutiant, mais il s'organise (Jeannicot et Givry, 1998). Ce qui est clair, par contre, c'est l'enclenchement d'un processus. S'engagera-t-on, comme certains y réfléchissent actuellement en Tunisie, vers un arrimage du Dinar à l'Euro, ce qui pourrait constituer au sud de la Méditerranée, une « zone de stabilité basée sur l'euro, ce qui aurait des effets positifs à la fois sur les échanges, l'IDE et l'investissement de portefeuilles » (Chauffour et Stemitsiotis, 1998) ?

63 Quoiqu'il en soit, la question de l'espace financier et de son bon fonctionnement est évidemment cruciale dans le processus de mondialisation¹³.

64 L'amélioration de l'efficience de l'économie tunisienne, dans le contexte d'une compétitivité internationale accrue et dans le cadre d'une ouverture et d'un libéralisme, implique la sélection de quelques secteurs de spécialisation porteurs, dans lesquels le pays affirme ou confirme sa capacité à être concurrentiel ; elle impose, pour cela, le renforcement de l'attractivité de quelques portions du territoire national et une bonne gestion de la cohérence de l'entité socio-spatiale Tunisie.

III - Pôles, axes et aires¹ - Devenir le rayon d'une roue

65 Nécessitant de s'arc-bouter un peu plus, face à une compétition internationale, issue des pays riches -et en proximité de l'Union Européenne-, particulièrement vive, et vis-à-vis de concurrents émergents (PECO de Visegrad, Turquie ...), la mondialisation doit, spatialement, se décliner en terme réticulaire. N'ayant pas la chance d'être au cœur, ni au péri-centre, de la zone de haut gradient technologique et de richesse de la portion centrale de l'Union Européenne (Vandermotten et collaborateurs. 1999)¹⁴, la Tunisie, qui s'inscrit dans un espace économique dont la conception est eurocentrique, cherche à s'y amarrer plus étroitement.

66 Certes le processus d'élargissement de l'Europe vers l'est et de zone de libre-échange vers le sud et le sud-est va incontestablement renforcer encore un peu plus le noyau central (*hub*) européen, à partir duquel divergent un certain nombre de faisceaux (*spoke*). La Tunisie aspire à être un de ces faisceaux. En attendant que la connexité s'améliore et que des structures polycentriques se mettent en place, permettant de mailler entre eux, directement sans passer par le noyau, principal, des pôles secondaires, la Tunisie se contentera d'être un segment mineur d'une vaste architecture d'ensemble. Les avantages du branchement au grand « mécano » en cours d'échafaudage sont suffisamment importants, voire vitaux, pour que les orientations de politique économique et d'aménagement du territoire aient validé cette option d'ouverture.

67 De la même manière que le centre du sous-système mondial qu'est l'UE, pôle le plus important, économiquement parlant de la « Triade », se maille sur quelques points forts, la structure spatiale de la Tunisie s'articule autour du pivot tunisois et de l'axe du littoral oriental.

68 Ce sont ce pôle et cet axe que le Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire National se propose de renforcer. Dans le cadre de cette étude stratégique, réalisée en 1996-1997 (Dirasset-Groupe Huit-IGIP, 1996, 1997a, 1997b, 200), la recomposition de l'espace est envisagée en réponse à l'ouverture au mondial :

« Aujourd'hui, l'ouverture mondiale lance un nouveau défi qui porte la question territoriale à un degré de tension bien plus élevé. La Tunisie indépendante a su gérer efficacement le contraste entre les différents versants de son territoire.

Désormais, le découpage va prendre un contenu nouveau et cela va poser des problèmes autrement plus aigus. Le côté des avantages sera le versant compétitif, chargé d'affronter la concurrence internationale, alors que l'autre aura, au contraire, besoin de protections tarifaires, écologiques et sociales. La tâche de l'Aménagement du Territoire est donc de tenir les deux bouts de la chaîne, c'est-à-dire :

- jouer à fond la carte des lieux d'intérêt international, en leur donnant tous les moyens de la compétition, parce que c'est l'enjeu de la période,
- élever le niveau de l'intégration nationale, en entraînant tout le territoire dans le mouvement de la modernisation, en assurant l'homogénéité de la société entre les espaces d'ouverture et les espaces de protection.

Dans ces conditions, le parti d'aménagement qui s'impose est celui de la « métropolisation/compensation » (Dirasset-Groupe Huit-IGIP, 1997).

2 - Salsala dhabiya

- 69 L'épine dorsale du système est l'axe oriental. A l'antique GPI (route de grand parcours), s'ajoute désormais l'autoroute qui, à terme, reliera Bizerte à Sfax, via Tunis, Hammamet et Sousse, en irriguant donc les aires urbaines fondamentales. Cet axe innerve le littoral, foyer pluri-millénaire de sédentaires, agriculteurs, villageois et citadins, interface majeure du pays. Les ports (Bizerte, Tunis-Goulette-Radès, Sousse, Sfax) y assurent les échanges d'un pays dont l'économie repose depuis longtemps sur l'import-export.
- 70 Les ratages des reconversions des infrastructures portuaires bizertines, le manque d'ambition des projets des avants-ports de la capitale (la Goulette, Radès), n'ont pas permis d'attirer sur les rivages tunisiens des ports d'éclatement, au moment où la révolution du transport conteneurisé modifiait la hiérarchie des ports mondiaux. Le recours aux excellents *hubs* de Malte (Malta freeport de Marsaxlokk) et Gio Tauro, en Calabre, heureusement à moins d'une journée de navigation, n'est cependant pas trop pénalisant.
- 71 Par contre le manque de disponibilité foncière à proximité des ports n'a pas autorisé la création de plates-formes multimodales, d'autant plus que le retard dans l'amélioration du réseau ferré tunisien est particulièrement handicapant. C'est en périphérie occidentale des agglomérations que les plates-formes logistiques sont envisagées. Leur création répondra aux sollicitations du renforcement de l'ouverture sur l'international en permettant de passer d'une logique de transport à une problématique de logistique. Celle-ci inclut évidemment les transports mais aussi la fluidité des flux, la continuité des modes, l'inter-opérabilité des infrastructures, afin de permettre aux espaces littoraux de la Tunisie de prendre place dans le marché mondial, dans une économie dans laquelle les prix, la qualité mais surtout les délais de livraison ont une importance primordiale.
- 72 Plusieurs entreprises, partiellement ou totalement exportatrices, se sont déjà mises à niveau, dans le cadre d'une politique de réduction des stocks et de flux tendus en juste à temps. La multiplication des entreprises soumises à cette logique implique la réalisation, en urgence, de sites favorisant cette mise en relation. Trois plates-formes sont programmées à Tunis, Sousse et Sfax, confortant les trois premières agglomérations du pays (figures 3, 4 et 5).
- 73 Renforçant aussi l'artère vitale du pays, est programmé, à proximité d'Enfidha, entre Hammamet et Sousse, un important aéroport international qui complètera ceux de Tunis-Carthage et de Monastir-Habib Bourguiba. Le coût de réalisation de l'aéroport du Centre-Est s'établit à hauteur de 800 millions de DT. Il se substituera, avec un trafic de

l'ordre de 10 millions de passagers, partiellement à ceux de Tunis-Carthage et Monastir-Habib Bourguiba, plafonnés respectivement à 4,5 et 3,5 millions de passagers. Cette grosse infrastructure contribue à combler un hiatus entre Tunis et Sousse, dans une zone pendant longtemps peu urbanisée et économiquement peu développée, mais dont l'intérêt stratégique est de la première importance pour le pays.

- 74 Le Grand Tunis déborde de plus en plus de son site initial et l'agglomération capitale, qui compte actuellement 2,3 millions d'habitants, sur 200 km² partiellement urbanisés, s'inscrit dans une aire urbaine de la région nord-est qui comprend Bizerte-Menzel Bourguiba, Zaghouan, et Hammamet-Nabeul. Ce dernier binôme humain a connu une croissance spectaculaire, due au tourisme (Miossec 2000), qui l'autorise désormais, en raison de son excellente situation entre et Tunis et Sousse de constituer un maillon fort du chaînage qui se met en place le long de l'axe du littoral oriental. Ce n'est plus en termes de villes -Tunis, Sousse-, qu'il convient aujourd'hui de raisonner, mais en termes d'agglomérations, le Grand Tunis, Hammamet-Nabeul l'agglomération de Sousse, avec Zaghouan, Grombalia, Enfidha, Bou Fichta, qui renforcent, en intercalaire, le maillage. Il est inutile ici de développer le rôle et la puissance du Sahel dans sa totalité (Lamine) ni de rappeler la personnalité de Sfax.
- 75 Ce qu'il faut mettre en évidence, dans le cadre de cette réflexion sur la mondialisation/métropolisation de Tunis, c'est le passage d'un espace jusque-là essentiellement centré sur une métropole, Tunis (Signoles, 1985), dotée de longue date des atouts d'une grande ville, à un espace axé sur un chapelet d'aires urbaines, dont la mise en connexion, espérée, devrait permettre de s'inscrire dans une logique de métropolisation.
- 76 Certes, on n'en est pas encore là, mais les bases d'un nouvel élan sont en place et la volonté politique semble assurée, d'autant qu'une grande partie du personnel politique et des élites est issue des régions littorales. Ainsi « *les trois espaces métropolitains (Tunis, Sousse, Sfax) sont suffisamment éloignés pour ne pas risquer les concurrences inutiles, et suffisamment proches pour mettre en œuvre des synergies et des complémentarités qui ne peuvent être que bénéfiques pour les trois protagonistes et pour le pays tout entier* ».
- 77 Cela implique de prendre en compte l'unité de l'axe Bizerte-Tunis-Sousse-Sfax aussi bien en termes d'équipement que d'aménagement, et de la concevoir comme l'axe magistral du développement de la Tunisie. Cette nouvelle approche (...) devra se traduire par des objectifs ambitieux en termes de relations interurbaines, tel que « *une heure et demie entre Tunis et Sfax*. » (Dirasset-Groupe Huit-IGIP, 1997).
- 78 Une nouvelle géographie de l'axe littoral oriental est ainsi en composition. L'aire métropolisée de la capitale s'inscrit sur l'ensemble du nord-est, de Bizerte à Hammamet, débordant également la dorsale via Zaghouan en direction de Bou Fichta. 3,7 millions d'habitants y sont rassemblés, ils seront 4,4 en 2015. En termes de valeur ajoutée, ces 6 gouvernorats concentrent 50,6% du PIB.
- 79 Au contact méridional de cette zone de forte concentration d'hommes et de richesses, les délégations d'Enfidha et de Bou Fichta sont en pleines mutations et accueillent bon nombre de projets d'envergure. Le hiatus entre Cap Bon et Sahel est en train de sauter : cette zone d'interstice est aujourd'hui, dans le cadre d'une relance accrue de l'axe littoral oriental, revalorisée en raison de sa position centrale dans le dispositif qui se met en place. Elle est à l'articulation des zones d'influences des Tunisois et des Sahéliens, et à proximité des foyers dynamiques du Cap Bon méridional, toutes ces entités reportant leur intérêt sur ces espaces clés.

- 80 Le Sahel concentre quelque 1,3 million d'habitants et en comptera 1,7 en 2015. Il accapare 16,21% du PIB.
- 81 Enfin Sfax, encore isolée, au sud du dispositif, séparée du Sahel par un long hiatus de faibles densités humaine et économique, mal désenclavé et en attente de l'arrivée de l'autoroute, commande cependant, en se limitant à son seul gouvernorat, à 900 000 habitants¹⁵ et réalise 9,38% du PIB.
- 82 Dans son intégralité, l'axe littoral concernera donc plus de 7 millions d'habitants en 2015, pour un pays qui ne devrait pas, alors atteindre les 12 millions d'âmes. Actuellement, il concentre plus des trois quarts (76,29) du PIB.
- 83 C'est le long de cet axe structurant, seul à même de porter les espoirs de la Tunisie, que pourront se localiser les spécialisations susceptibles d'assurer la compétitivité de la Tunisie. Le tourisme, les industries manufacturières, certains services, constituent désormais un tissu d'une densité et d'une qualité suffisante pour autoriser une montée en puissance.
- 84 L'excellente étude d'opportunité de création de deux technopoles pour l'industrie du textile-habillement, menée récemment par le bureau d'études Diras Set, pour le compte de l'Agence de Promotion de l'Industrie (Dirasset, 2001) a permis d'identifier, *in fine*, six sites sur lesquels ce type d'équipement et « d'ambiance » pourrait voir le jour, afin de tirer vers le haut un secteur en offrant aux entreprises un environnement favorable. Tous ces sites (Ghdir el Golla, Oudhna Sidi Frej, Enfidhan Sahline I et II, Sfax-Agareb), dont les coûts de réalisation se situent entre 14 et 24 millions de DT, sont localisés dans cette portion riche et bien irriguée de la Tunisie.
- 85 J'ai déjà évoqué ailleurs ce film tunisien, *Salsala dhabiya La chaîne d'or* dans lequel apparaissait, pour la première fois, Claudia Cardinale, cette enfant de la communauté italienne de la Goulette, devenue une grande vedette : de la solidarité des femmes de pêcheurs de Mahdia, vendant leurs *kholkhal*, venait l'investissement nécessaire pour le progrès. Le symbole persiste. De la mise en commun des ressources de la chaîne des villes *des sahel-s* d'or, viendra l'énergie requise pour se confronter à une nouvelle donne, encore plus exigeante que les sollicitations du passé.
- 3 - La cohérence nécessaire entre les proximités internationale, sociale et sociétale¹⁶
- 86 Le supplément de mise en compétitivité de l'axe littoral n'est pas au-dessus des moyens de la Tunisie. L'axe littoral oriental dispose des femmes et des hommes, des ressources financières, du savoir faire et d'un cadre de vie : monde plein à la population nombreuse et formée, riches régions d'accumulation, localités ouvertes de savoir et de culture, lieux équipés et fonctionnels, le littoral oriental a, bien sûr, besoin de se renforcer, de s'améliorer, mais il dispose déjà d'une excellente plate-forme, d'un acquis qui peut aisément prospérer, pourvu que les facilités lui soient assurées et qu'une grande liberté d'entreprendre, sans entrave, lui soit garantie.
- 87 Par contre ce territoire en proue se juxtapose à des espaces plus ou moins passifs, tous moins développés que lui. Cette périphérie ne dispose pas, sauf quelques rares exceptions, des mêmes avantages attractifs que le littoral oriental. Moins de villes, un tissu économique moins dense et beaucoup moins en pointe, des capitaux plus réduits et moins aisés à mobiliser, des liaisons plus aléatoires, un esprit entrepreneurial moins affirmé et beaucoup moins apte à s'adapter aux nouvelles règles du jeu. Est-ce à dire qu'il ne se passe rien dans ces sous-ensembles et qu'ils sont voués à être à la traîne ? Ce serait aller vite en besogne. D'abord parce que le gradient n'est pas aussi brutal que

dans bien d'autres pays du pourtour de la Méditerranée. Ensuite, parce que dans ces espaces mosaïques du nord-ouest, des centres, du sud-ouest et du sud-est du pays nombreuses sont les plaques de développement à voisiner avec des poches de pauvreté : l'étonnant Nefzaoua profond, à el-Faouar même, est là pour nous rappeler qu'une dynamique est possible, par des voies spontanées et avec l'assentiment tacite de l'Etat. (Brochier-Puig 2001).

- 88 Malgré tout, le formidable élan du littoral oriental risque de le décrocher des espaces de la périphérie. Par souci d'unité nationale, l'attention doit être redoublée, à l'égard des régions moins bien loties. Le SDATN prône une compensation, par le biais des équipements publics et de quelques villes -Béja, le Kef, Kairouan, Gafsa, Gabès- qui, pour les quatre premières, sont des villes de l'intérieur. Il maintient ainsi une acception de l'Etat tunisien, qui, comme le Français, accepte les règles d'une mise en compétition internationale, mais réfute un libéralisme sauvage total.
- 89 La régulation peut venir, en France, d'un sursaut de démocratie locale et d'un renforcement du processus de régionalisation (Raffarin, 2002). En Tunisie, comme ailleurs, mais avec plus de vigueur, compte tenu de l'histoire de la Nation tunisienne, c'est l'Etat qui demeure, avec force, à l'articulation des trois forces qui tiraillent tout le pays. Entre une nécessaire ouverture favorisant une proximité et une fréquentation de l'international, qui ne peuvent qu'avantager une frange stratégique « branchée » et compétitive, et qui ne peut être assumée que par elle, une proximité sociétale qui seule peut éviter, face à un gradient creusé, des déflagrations dangereuses, et une proximité sociétale, seule à même de réconcilier les nuances divergentes des différents segments de la société, l'Etat demeure le seul arbitre et le seul à même d'apprécier les enjeux et les risques de déplacements du curseur vers l'une des trois proximités et à refuser que ses mouvements s'effectuent en toute liberté, « losing control » (Sassen, 1996).
- 90 L'Etat tunisien actuel est dans le droit fil de la politique menée lors de la première ouverture, de l'*infatih*, à partir de 1969 :
« Ainsi nous empruntons au libéralisme économique son style, ses méthodes et les incitations qu'il offre pour produire en même temps nous nous inspirons de l'éthique des socialistes et des moyens qu'elle met à notre disposition pour répartir » (Hédi Nouria).
- 91 Dans des zones déjà bien innervées par la modernité et le développement, le curseur peut être poussé sans grand danger vers un peu plus d'ouverture, vers un surcroît d'international. L'ancrage de la Tunisie dans la mondialisation est à ce prix, à condition de tenir son rang. Et ce positionnement passe par une meilleure fluidité, un fonctionnement métropolitain efficace et « politiquement correct ». La gouvernance à l'œuvre dans ces espaces, doit à la fois favoriser la maximisation du profit, et donc mettre à disposition les moyens de la réussite, et minimiser les externalités négatives. Les habitudes de travailler ensemble, dans la classe politique comme dans la sphère économique permettent aux différents sous-ensembles de la société d'atténuer les tensions sociétales qui pourraient se faire jour. La classe des hommes d'affaires, rompue de longue date aux négociations avec l'international. Dans les espaces interstitiels moins bien lotis et dans les catégories modestes, la vigilance doit être vive pour éviter tout dérapage social, accentué par un creusement des écarts directement liés aux logiques du libéralisme.
- 92 Dans le reste du pays, et pour le pays dans son ensemble, le dosage entre proximités internationale, sociale et sociétale requiert beaucoup plus d'attention. La première

tendance, celle de l'ouverture, n'est pas ici en proue. Ses effets bénéfiques ne peuvent quatre amortis, ces effets induits négatifs sont beaucoup plus forts, et surtout perçus –y compris culturellement de manière beaucoup plus vive. C'est tout le talent de l'Etat qui est ici nécessaire, pour amortir un changement de cap qui, sinon, serait non seulement raté, mais verrait la cohérence nationale se disloquer, avec un pan de la société s'arrimer au grand large et le reste dériver vers une marginalité encore plus intolérable.

Conclusion

- 93 La Tunisie est engagée depuis quelques décennies dans un grand tournant de son histoire. Le pays aborde cette transition avec sérénité. Pétri par la durée depuis Carthage, il a connu bien des soubresauts et bien des changements de cap. Tourné depuis les temps les plus anciens vers le grand large, l'ouverture n'est pas pour lui une nouveauté.
- 94 Cette transition est cependant délicate. Il semble que le surcroît d'ouverture soit inéluctable, dans le contexte actuel. Il impose une remise en question de bien des pratiques qui avaient fait l'efficience de la Tunisie actuelle, fortement à l'abri d'un Etat protecteur. La mise en compétition économique passe par une nouvelle appréciation du rôle de l'Etat : les frontières douanières, l'espace financier, la monnaie elle-même doivent être reconsidérés, au même titre que les entreprises nationalisées, en cours de privatisation, voire d'internationalisation. La politique de cohérence nationale et d'aménagement du territoire doit être repensée en vue de cette mise en compétition.
- 95 Des espaces doivent être alloués pour la mise en concurrence. Ils nécessitent une bien plus grande efficience des lieux centraux, au premier rang desquels se positionne la capitale, ils imposent une plus grande fluidité et donc une mise à niveau de la chaîne logistique dans son ensemble, ils requièrent un très gros effort de mobilisation de capitaux privés, nationaux et étrangers, et de grandes facilitations financières, ils ne se conçoivent pas sans une amélioration significative de la qualité de la main d'œuvre et sans un changement de mentalité face à une donne internationale qui a changé.
- 96 En anticipant sur les autres pays tiers de la Méditerranée, en signant l'accord de Zone de Libre-Echange en 1995 et en engageant la même année son schéma directeur d'Aménagement du Territoire National, tout entier tourné vers « *l'unité nationale et l'ouverture mondiale* », la Tunisie a montré qu'elle percevait correctement les mutations du monde contemporain et qu'elle était à la pointe des pays du sud et de l'est de la Méditerranée.
- 97 Il convient maintenant, au-delà des effets d'annonce, qu'elle concrétise son avance en inscrivant sur son sol les manifestations de son désir de renforcement d'ouverture et, dans les mentalités collectives et dans l'action des individus, l'impulsion d'un changement assumé.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale, 1996, Tunisie : intégration mondiale et développement durable. Choix stratégiques pour le XXI^e siècle, Banque Mondiale XXI et 78 pages
- BEN MARZOUKA (Tahar) et MOULEY (Samy), 2000, Politique de change et équilibre extérieur en Tunisie, séminaire « l'Euro et le régime de change tunisien : une analyse prospective » ronéo 21 pages.
- BEN ROMDHANE (Mahmoud), 1997, « L'accord de libre-échange entre la Tunisie et l'Union européenne. Un impératif, des espoirs, des inquiétudes », Confluences, pp.49-64.
- BOUDHIAF (Messaoud) et RAJHI (Taoufik), 2000, Les enjeux de l'intégration économique régionale. Impact de l'élargissement de l'Union Européenne aux Pays d'Europe Centrale et Orientale sur les Pays du Sud-Méditerranéens, LIEI- 759 pages.
- BOUDHIAF (Messaoud), 2000, Elargissement de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne et ses conséquences sur les pays sud-méditerranéens, in Boudhiah (Messaoud) et Rajhi (Taoufik), Les enjeux de l'intégration économique régionale. Impact de l'élargissement de l'Union Européenne aux pays d'Europe centrale et orientale sur les pays sud-méditerranéens, LIEI, pp. 3-17.
- BOUTHIER (Mireille), MIOSEC (Jean-Marie) et SIGNOLES (Pierre), 1980, une approche de l'espace industriel tunisien, actes du OV, colloque de géographie maghrébine, CERES, pp 13-54
- BRAUDEL (Fernand) 1966, La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Armand Colin, 589 et 629 pages.
- BROCHIER-PUIG (Joelle), 2001, Urbanité et usage de l'eau, un « patrimoine socio-environnemental » oasien au Nefzaoua, Sahara tunisien, Université Paul Valéry, 263 pages + annexes
- BROWN (Drusilla K.), DEARDOFF (Alan V.) et STERN (Robert M.), 1995, A Free Trade Agreement between Tunisia and the European Union, Effects on Tunisian Trade and Foreign Direct Investment, Gouvernement tunisien, 35 pages + annexes.
- CHAUFFOUR (J.P.) et STEMITSOTIS (L.), 1998, L'impact de l'euro sur les pays partenaire méditerranéens, Cahiers Euro N°24.
- COFACE, 2001, Guide risque pays 2001, Dunod, 402 pages
- Comete Engineering, 1994, Etude prospective de l'impact sur l'économie tunisienne de la mise en place d'une zone de libre-échange entre la Tunisie et l'Union Européenne CEPEX, 400 pages
- Dirasset, Groupe Huit, IGIP, 196a, Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire National, Bilan diagnostic, rapport de première phase, 6 volumes, multipagination.
- Dirasset, Groupe Huit, IGIP, 1997, Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire National, Unité nationale et ouverture mondiale, rapport de deuxième phase, multiplicative
- Dirasset, Groupe Huit, IGIP, 1998, Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire National, Plan programme et tableau de bord, Rapport de troisième phase, multipagination.
- Dirasset, 2001, Etude d'opportunité de création de deux technopoles pour l'industrie textile-habillement, 50 pages + annexes.
- Dirasset, Groupe Huit, IGIP, 2002, Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire National, unité nationale et ouverture mondiale, synthèse, multipagination.

FERGUENE (Ameziane) et BEN HAMIDA (Ezzedine), 1998, Implantation productives étrangères et développement au Maghreb : le cas des entreprises off-shore en Tunisie, actes du colloque Europe-Méditerranée : vers quel développement ? ronéo, 43 pages.

HATTAB CHRISTMANN (Malija) et PRANEUF (Isabelle), 2000, Les investissements directs étrangers destinés aux pays de Visegrad et aux pays sud-méditerranéens. Substituabilité ou complémentarité des territoires d'accueil ? in Boudhaif (Messaoud) et Rajhi (Taoufik), 2000, Les enjeux de l'intégration économique régionale. Impact de l'élargissement de l'Union Européenne aux Pays d'Europe Centrale et Orientale sur les Pays Sud-Méditerranéens, LIEI, pp. 281-302

Institut d'Economie Quantitative (IEQ), 1996, Pour une plus grande compétitivité de l'industrie tunisienne, Etude stratégique N° 8, rapport N°III, non paginé.

JEANNICOT (Karine) et GIVRY (Philippe), 1998, Les marchés émergents méditerranéens : de l'analyse de l'activité à l'organisation de la liquidité, actes du colloque Europe-Méditerranée : vers quel développement ? ronéo, 43 pages.

LAMINE (Ridha), 1998, Les citadins du Sahel central, Université de Tunis, 817 pages.

MIOSSEC (Jean-Marie), 1996, Le tourisme en Tunisie, Un pays en développement dans l'espace touristique international, Université de Tours, 1333 pages.

MIOSSEC (Jean-Marie), 1998, « Hammamet, au-delà du tourisme : un nouveau cadre pour la gouvernance », in Gabsi (Abdallah) et Miossec (Jean-Marie) (eds), Tourisme et ville. Espaces et Territoires, pp.143-191.

MIOSSEC (Jean-Marie), 1999, « Identité tunisienne : de la personnalité géographique d'un pays du Maghreb, du monde arabo-islamique et de la Méditerranée », RTSS, pp. 43-93

MIOSSEC (Jean-Marie) 2001, Le tourisme, atout majeur des services, in Béthemont et colla., DIEM-SEDES, pp. 137-162.

RAFFARIN (Jean-Pierre), 2002, Pour une nouvelle gouvernance, l'Archipel, 168 pages.

RUTHERFORD (Thomas F.), RUTSTRÖM (Elisabeth E.) et TARR (David), 1995, L'accord de libre échange entre la Tunisie et l'Union Européenne, Banque Mondiale, 45 pages + appendice.

SASSEN (Saskia), 1996, Losing control ? Sovereignty in an Age of Globalization, Columbia University Press, 158 pages.

SIGNOLES (Pierre), 1978, Les effets géographiques des investissements étrangers en Tunisie. Etudes méditerranéennes, pp 3-60.

SIGNOLES (Pierre) 1985, L'espace tunisien : capitale et Etat-Région, URBAMA, 1041 pages

TIZAOUI (Hamadi), 2002, La mondialisation de l'industrie tunisienne. Les industries automobiles en Tunisie, Université de Tunis I, 494 pages.

VANDERMOTTEN (Christian) et colla., 1999, Villes d'Europe, Carthographie comparative, Crédit communal, groupe Dexia, 408 pages.

NOTES

1. - Sur ces aspects, cf. Miossec, 2000, « Au-delà de l'Europe : confluences euro-méditerranéennes », in Bailly et Frémont, *L'Europe et ses Etats. Une géographie*. DATAR/Documentation française, pp 183-195. (cf. aussi les versions anglaises et allemandes (même éditeur) : 2001, *Europe and its states : a geography*, et *Europa und seine staaten : eine*

géographie) et Miossec 2001, « Le positionnement des pays des rives sud et est face aux mutations contemporaines, ainsi que du même, « La Turquie proche de l'arrimage, in Béthémont et collaborateurs, *Le monde méditerranéen*, respectivement pp. 287-290 et 312-318.

2. - La notation Coface comporte quatre catégories, A,B, C, D, en allant du meilleur au moins bon risque. Afin d'affiner la première catégorie, celle-ci est subdivisée en A1, A2, A3, A4 ; pour cette dernière, « le comportement de paiement souvent assez moyen pourrait en outre être affecté par un environnement économique et politique qui pourrait se détériorer, la possibilité que cela conduise à un défaut de paiement reste acceptable » (Coface, s.d. 2001 ?)

3. - Israël apparaît plus comme une projection de l'économie Etats-Unienne au Proche-orient, comme une enclave, sans connexion économique avec son environnement géopolitique et, bien sûr, sans interrelations autres que conflictuelles avec l'environnement sociétal, spatial et social dans lequel il est inséré.

4. - Formation brute de capital fixe.

5. - Les étrangers contrôlent près de 2500 entreprises qui emploient en tout, 200 000 salariés.

6. - Le coût de l'acheminement d'un conteneur de vingt pieds entre Singapour et Rotterdam est de l'ordre de 3 000 euros. Le transport d'une même boîte de Tunis à Rotterdam coûte aux alentours de 2 000 euros. Faute de toucher de lignes régulières, les conteneurs sont acheminés du terminal de conteneurs de Radès, au sud de la Goulette, vers les hubs de Marsaxlokk (Malta freeport), à Malte, ou de Gioia Tauro, en Calabre, où ils transitent, avant d'être chargés sur l'un des nombreux porte-conteneurs de ligne, qui touchent régulièrement ces ports d'éclatement.

7. - Il n'est pas question de détailler ici l'évolution des relations de la Tunisie avec l'Europe. Rappelons seulement que c'est en février 1959 que la Tunisie présenta pour la première fois une demande de négociation d'une formule de coopération avec la CEE. Le premier accord ne date que de mars 1969, et fut abrégé par celui de 1976, lui-même révisé en 1987, afin de tenir compte de la nouvelle donne européenne, liée à l'adhésion de la Grèce (1981) ainsi que de l'Espagne et du Portugal (1986). C'est pour anticiper les impacts prévisibles de l'adhésion future des PECO que la Tunisie a signé le 17 juillet 1995 l'accord de ZLE avec l'UE, inaugurant ainsi la série d'accords que l'Union propose aux pays-tiers

8. - L'UE, en plus de ses 400 millions d'habitants accède librement aux marchés des PECO (pays d'Europe centrale et orientale) et à ceux des PSEM (pays du sud et de l'est de la Méditerranée), ainsi qu'à ce qui reste de l'AELE (Suisse, Norvège, Islande).

9. - Lire à ce sujet la retranscription du discours du Roi Mohammed VI lors de sa réception à l'Elysée le 27 mars 2002 : « Le moment est peut-être venu de donner à l'agenda européen dans notre région, des tonalités différentes : des tonalités qui laisseraient espérer au Maroc comme à d'autres pays du Sud de la Méditerranée, qu'ils pourraient prétendre à un partenariat qui serait à la fois : - plus et mieux que l'Association revue et corrigée à laquelle nous nous sommes attelés, / - et peut-être pour quelques temps encore, un peu moins que l'adhésion que nous dictent pourtant la raison, la géographie et les réalités au quotidien de la vie économique, sociale et culturelle de nos pays. » (souligné par moi)

10. - Aux côtés de la dynastie et de la trajectoire tendue vers l'international de Taoufik Elloumi, on peut également positionner dans cette perspective, celles d'Ali Mhenni,

Hédi Jilani, Taoufik Chaibi, Aziz Miled, Abdelwahab Ben Ayed, Mohammed Driss, Rachid Ben Yedder et quelques autres.

11. - Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 200 billions de Dinars, le groupe Chakira arrive en tête de ces entreprises.

12. - Source : BCT, statistiques financières, n°136 2001

13. - D'où son positionnement prioritaire : cf., par exemple, le rapport de la banque Mondiale sur « Tunisie : intégration modiale et développement durable. » (Banque Mondiale, 1996)

14. - Cf en particulier la fig. 15, page 44. En raison de sa faible dynamique démographique, le gouvernorat ne devrait compter que 999 500 habitant en 2015.

15. - En raison de sa faible dynamique, le gouvernorat ne devrait compter que 999 500 habitants en 2015.

16. - Sur l'identification de ces trois proximités et leurs articulations, cf. Miossec, 1999.

AUTEUR

JEAN-MARIE MIOSSEC

Université Paul Valéry -Montpellier